

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#19

AVRIL
2012

LE 22 AVRIL 2012, VOTONS COMME NOUS LUTTONS !



PHILIPPE
POUTOU

NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

AUX CAPITALISTES DE PAYER LEURS CRISES !

L'horreur des crimes de Montauban et Toulouse, le spectacle offert par les médias campant trente-deux heures en attendant la fin de l'intervention du Raid, la récupération politique des Guéant, Sarkozy et Le Pen... Tout concourt à détourner notre attention de la crise du capitalisme. Elle a même pratiquement disparue des débats ! Comme si nous ne savions pas que le futur président, quel qu'il soit, sera immédiatement sommé de mettre en place un plan d'austérité par les institutions capitalistes, le FMI, la Banque centrale européenne, les agences de notation, les banques... Et il sera d'une ampleur bien supérieure à ce que nous avons connu à présent !

Dix ans d'UMP, ça suffit, mais il n'y aura pas de miracle avec Hollande.

L'enjeu de cette campagne, c'est bien sûr d'attirer l'attention sur les questions centrales : l'emploi, les salaires, la précarité, l'accès au logement, aux études... C'est bien entendu, de porter des idées qui vont à contre-courant, qui n'acceptent pas comme des évidences le paiement de la dette, le respect de l'économie capitaliste, la politique impérialiste de la France ou la délégation du pouvoir à des politiciens professionnels.

Mais c'est aussi de porter une perspective de luttes. Quel que soit le président élu dans quelques semaines, il faudra une force capable de résister en toute indépendance du parti au pouvoir, y compris le PS. Personne ne parviendra à le « tirer sur la gauche » en faisant faire un bon score au candidat le mieux placé à la gauche de la gauche. Ce genre de pressions ne durera qu'un temps. Vite, très

vite, la pression exercée par les capitalistes sera plus forte.

L'enjeu, c'est d'affirmer qu'il n'y a plus rien à attendre des partis institutionnels, qu'il faut prendre nos affaires en main, préparer les luttes, regrouper dans la rue toutes les organisations, tous les jeunes, tous les travailleurs et travailleuses qui refuseront l'austérité « de gauche », quel que soit le candidat qu'ils auront soutenu en avril 2012.

C'est le sens du vote pour Philippe Poutou : donner confiance à notre camp social pour mener les futures batailles sociales, affirmer que c'est aux capitalistes de payer leur crise, car nos vies valent plus que leurs profits !

**NPA
JEUNES**

Des violences policières à la polémique du « halal » : les multiples formes d'un racisme d'État

Les agressions policières qui touchent les jeunes noirs, maghrébins, musulmans issus des classes populaires, sont le fait de policiers qui n'écopent souvent que de peines légères (prison avec sursis voire relaxe). Une offensive de la droite contre les immigré-e-s s'articule à ces violences. En septembre dernier, Guéant vitupérait sur RTL : « il y a à Marseille une immigration comorienne importante qui est la cause de beaucoup de violences », et il affirmait dans *Le Monde* que « les Français veulent que la France reste à la France, les Français à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment de ne plus être chez eux ». Loin d'être seulement des « petites phrases » ignobles, elles sont révélatrices d'un racisme d'État qui n'hésite pas à faire des lois racistes contre les musulmanes, ou à rafler les sans-papiers.

La crise du système capitaliste rend favorable une remontée des discours xénophobes et racistes. Et dans le contexte électoral actuel, la droite tente de ratisser large, elle n'hésite pas à chasser sur le territoire du FN, qui lui arrive à se construire progressivement et à convaincre une partie des travailleurs. Ces sorties sont l'occasion d'utiliser le

bon vieux stratagème du « diviser pour mieux régner », en pointant du doigt un « autre » qu'il s'agit de stigmatiser pour mieux masquer la source véritable de toutes les oppressions, l'hégémonie sociale, économique et politique de la classe dominante et exploiteuse.

Il ne s'agit plus aujourd'hui d'un racisme biologique, mais d'un racisme culturaliste qui vise principalement les étrangers non européens. La polémique autour de la viande « halal » incarne bien cette forme de racisme. Fillon qui avait déclaré que les rituels préconisés pour la viande « halal » ou « casher » étaient ineptes et d'un autre temps, visait à stigmatiser des populations souvent surexploitées et victimes d'humiliations quotidiennes. Pour le gouvernement, ce sont les étrangers musulmans aux mœurs barbares qui martyriseraient les animaux, tandis que l'industrie agroalimentaire serait quant à elle au-dessus de tout soupçon... et Guéant d'affirmer que « l'accroissement du nombre des fidèles de cette religion [l'islam] et un certain nombre de comportements posent problème ». Cette déclaration exprime un racisme qui se fonde sur l'idée d'une soi-disant supériorité du blanc occidental, de sa culture, voire de sa religion, qui devraient conduire « l'autre » à s'y soumettre.



L'interdiction faites aux mères musulmanes d'accompagner leurs enfants en sorties scolaires, le harcèlement au faciès, la polémique autour de la viande « halal » ou les

violences policières... Ces différentes formes du racisme ne sont, en fait, que l'expression d'un racisme d'État, qui fonde la structure même de la République bourgeoise et prend ses

racines dans l'histoire pas si lointaine du colonialisme.

Mobilisation vers Francfort 17-19 mai 2012 : Contre la Troïka et la Banque centrale européenne !

Tandis que les politiques d'austérité s'abattent sur les peuples depuis plusieurs années, nos gouvernements tentent de nous diviser en stigmatisant certains peuples tels les Grecs accusés d'être fainéants. Ce stratagème permet de faire appliquer les plans d'aide européens, qui ne sont en réalité qu'un moyen d'assurer le paiement de la dette aux plus grandes banques européennes, en particulier françaises et allemandes.

Face aux régressions sociales d'ampleur imposées aux populations, des résistances existent, comme en État espagnol ou au Portugal où des grèves générales mobilisent des millions de salariés.

Ces résistances sont cependant jusqu'à présent très peu coordonnées. Ce manque permet aux institutions européennes et internationales de la Troïka (Fonds monétaire international, Banque Centrale et Union Européenne) d'être à l'offensive et de continuer à

dicter leur politique. Ces instances apparaissent cependant de plus en plus illégitimes, notamment dans les pays comme en Grèce où les attaques sont les plus dévastatrices.

Des mouvements de solidarité à l'échelle européenne sont en train d'émerger. Ainsi du 17 au 19 mai à Francfort en Allemagne aura lieu un week-end d'action pour dénoncer le rôle des institutions européennes et en particulier de la BCE, dans le mécanisme de vol organisé qu'est la dette publique.

Des occupation de places auront lieu le jeudi dans tout Francfort, où seront organisés des débats. Des actions auront lieu dans le quartier des banques le vendredi, et le samedi se déroulera une manifestation européenne pour dénoncer les politiques d'austérité et pour défendre l'unité des luttes des peuples.

Organisons la résistance à l'échelle européenne !

La seconde conférence de l'« European Resistance Network » en février, a réuni 400 personnes venant d'Allemagne mais aussi de nombreux autres pays d'Europe pour préparer cette échéance.

De nombreuses associations, syndicats et partis politiques français sont d'ores et déjà partie prenante de cette mobilisation. C'est le cas d'ATTAC, de Transform, de Solidaires et du NPA, et de nombreuses autres organisations peuvent s'y joindre.

Il s'agit maintenant de créer ou relancer des cadres unitaires ou des collectifs locaux, afin de préparer activement la réussite de cette mobilisation, avec un éventail d'organisations au moins aussi large que lors des contre-sommets du G8 et du G20. Les collectifs contre le paiement de la dette publique et pour



l'audit devront aussi être associés à la préparation de cette initiative.

Pour les équipes locales, il s'agit de populariser l'événement tout en

organisant par exemple des conférences sur les résistances ayant lieu à travers l'Europe. Il s'agira aussi de préparer activement le transport en direction de Francfort.

Contre l'État policier et raciste !

Des dizaines de personnes, notamment issues des quartiers populaires, notamment des jeunes, des Noirs et des Arabes, sont victimes chaque jours des « bavures » policières, parfois mortelles. On ne parle jamais de l'insécurité que fait régner la police en toute impunité. On accuse et on condamne au contraire celles et ceux qui se révoltent, comme à Clichy-sous-Bois en 2005, à Villiers-le-Bel en 2007 ou à Clermont-Ferrand en janvier 2012.

Insécurité ?

Les zones de non droit, ce sont les commissariats où l'on se fait passer à tabac, les prisons où des meurtres sont maquillés en suicides. L'insécurité, c'est la précarité, le risque à tout moment de perdre son revenu, son boulot, son logement... Les milliardaires qui licencient après s'être engraisés de subventions, les banques qui rackettent l'État qui les avait renflouées, les entreprises du nucléaire qui envoient à la mort leurs salariés et font peser le risque de catastrophes... Jamais aucun de ces voleurs ou criminels ne sera pourchassé par la police.

Elle n'est pas là pour nous protéger, mais pour maintenir l'ordre... social. Les prisons sont pleines de « délinquants » qui ont eu le malheur de fumer un joint, de voler dans un super-marché, ou de se rebeller. Les tribunaux débordent de procès contre

des syndicalistes, des lycéens et lycéennes qui ont fait grève et manifesté pour leurs droits. Les lois liberticides (« anti-bandes » et « anti-cagoules », couvre-feu pour les mineurs...) ajoutent chaque jour des raisons de se faire embarquer.

Il faudrait toujours plus de flics. Pourtant, la France est déjà le pays d'Europe où il y en a le plus (1 policier pour 251 habitants, contre 1 pour 380 au Royaume-Uni par exemple).

Racisme d'État

L'amalgame « insécurité = immigration » n'est jamais loin. C'est vrai que pour les sans-papiers, l'insécurité est permanente : obligés de passer les frontières clandestinement pour fuir la misère de leur pays (souvent due à la politique néo-coloniale de la France), travaillant au noir et donc sans reconnaissance des accidents du travail, sans salaire minimal ou garantie de l'emploi, sans minima sociaux alors qu'ils paient des impôts et des cotisations... Ils doivent éviter en permanence les contrôles policiers au faciès, sous peine d'être raflés, parqués dans des centres de rétention et expulsés.

Nous exigeons :

- La restauration des services publics dans les quartiers populaires : écoles de quartier, crèches,

maisons de la jeunesse et de la culture, médiathèques gratuites, hôpitaux...

- L'embauche d'éducateurs spécialisés et le retour à l'ordonnance de 1945 pour les mineurs

- L'arrêt du laxisme pour les jugements de flics, de vraies enquêtes sur leurs crimes, leur désarmement, la dissolution des corps spéciaux (BAC et polices municipales notamment)

- La légalisation des drogues pour qu'on vienne en aide aux consommateurs plutôt que de les réprimer

- Des sanctions lourdes contre tout comportement ou déclaration raciste ou xénophobe, des contrôles au faciès aux discriminations à l'embauche, en passant par les déclarations de politiciens sur les « inégalités entre civilisations »

expulsions de sans-papiers, contrôles au faciès, violences policières...

STOP au RACISME D'ÉTAT



NON AU FLICAGE DES JEUNES

Philippe Poutou ouvrier, candidat anticapitaliste www.poutou2012.org



- La régularisation de tou-te-s les sans-papier-ère-s, la liberté de circulation et d'installation, qu'une carte d'étudiant soit égale à un titre de séjour, l'arrêt de toutes les expulsions de mineur-e-s

- L'égalité des droits entre Français et immigrés, notamment le droit de vote à toutes les élections et le droit aux aides sociales (bourses scolaires et étudiantes, chômage, logements universitaires ou sociaux...)

Les Ibères sont rudes

Le 30 mars, l'État espagnol a connu sa plus grande grève générale depuis 1936... À l'époque, c'était au cours d'une révolution ! C'est la « réforme du travail » du gouvernement de droite qui a déclenché cette mobilisation : un million de manifestants à Madrid, 800 000 à Barcelone, avec partout des cortèges de jeunes précaires, d'étudiants et de lycéens, de chômeurs, des piquets de grève et des affrontements, la consommation énergétique réduite de 80 %, 100 % de grévistes dans la construction, 90 % dans l'éducation, 80 % dans les transports, presque 100 % dans l'industrie. Au total, près de 12 millions de grévistes, soit 75 à 80% des travailleurs et travailleuses de l'État.

Impossible, à l'heure où nous écrivons ces lignes, de dire ce que seront la suite. Mais après le mouvement des Indignés l'an dernier, la révolte ne s'éteint pas au sud des Pyrénées !

Strasbourg : seules les cigognes peuvent migrer ?

Face aux expulsions massives d'étudiants étrangers, aux non renouvellement des titres de séjour et aux refus de délivrance d'autorisations de travail, quinze associations et syndicats (étudiants et de personnels) de l'Université de Strasbourg ont pris l'initiative de rédiger une lettre ouverte au Préfet du Bas-Rhin. Elle est signable sur :

<http://appeldeststrasbourg.unistra.fr/LettreOuverte.html>

Dans toutes les universités, il est impératif de mettre en place des campagnes unitaires contre les expulsions et pour l'égalité des droits !

On ne sait plus comment s'habiller !

Il n'y a pas que la météo qui nous embête pour choisir nos vêtements le matin. Pour les lycéennes, il y a aussi l'ordre moral et l'islamophobie. Le 8 mars dernier, à l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, une trentaine d'élèves du collège Roger-Vailland de Poncin

(01) se sont vu interdire par le chef d'établissement le port de jupes courtes en raison des « agressions verbales dont certaines ont été victimes ».

Le 26 mars, au lycée Edmond-Rostand de Saint-Ouen-l'Aumône (95), une lycéenne a été mise à l'écart de son établissement pour une jupe « trop longue » jugée « non conforme » au règlement vestimentaire car « à connotation religieuse » et sujette à « provocation ». L'inspecteur d'académie justifie cette mesure au nom de « commentaires qui auraient pu être maladroits, qui sont peut-être vécus et reçus d'une manière hypersensible ».

Pas trop longues, pas trop courtes... Dans tous les cas, les administrations justifient leurs interdictions par des commentaires que d'autres pourraient faire. Une belle manière de ne pas se

mouiller, tout en imposant aux jeunes femmes leurs tenues vestimentaires... Et en faisant porter la responsabilité des commentaires aux femmes elles-mêmes !

À voir et à faire voir !

Trois petits films d'animation ont été réalisés à l'occasion de la grève générale au Portugal du 22 mars dernier.

http://www.youtube.com/watch?v=r_l2bXr8T7M&feature=player_embedded
http://www.youtube.com/watch?v=0mlokZRPiKA&feature=player_embedded
http://www.youtube.com/watch?v=pPv0nSFgU5g&feature=player_embedded

Contre l'homophobie !

Depuis plusieurs mois, des jeunes irakiens d'un quartier chiite de Bagdad, considérés comme déviants, sont torturés et parfois tués. Leur crime? Etre identifiés comme étant gays ou émos (allure androgyne, maquillage outrancier, vêtements moulants). Les medias parlent d'une vague de violence anti-homosexuelle due à des milices organisées, précisant le caractère religieux et conservateur du quartier. Ils s'insurgent et pointent du doigt, à juste titre, l'inertie des autorités et même la légitimité donnée à ces actes par les propos du ministre de l'intérieur qui qualifiait de « satanique » le style émo.

Cependant, derrière l'indignation médiatique pointe le portrait complaisamment sombre d'une société irakienne, et musulmane en générale, qui serait spécialement homophobe et intolérante. A l'opposé, évidemment, d'un Occident supérieurement évolué.

On apprend ainsi que l'association Gays without borders, basée à San Fransisco, organise des action de soutien aux homosexuels irakiens. C'est bien sûr une très bonne chose. Mais pourquoi ne pas préciser que beaucoup d'homos américains viennent vivre à San Francisco justement parce que la vie y est plus facile que dans le reste du pays, où de nombreuses agressions homophobes ont cours? Et pourquoi ne pas parler de la politique d'asile extrêmement restrictive des pays occidentaux, dont les migrants gays sont autant victimes que les autres?

Dès qu'il s'agit de charger les pays à majorité musulmane on occulte nos propres problèmes qui sont à bien y regarder plutôt proches. Les agressions verbales ou physiques envers les personnes considérées comme déviantes, en particulier en termes de genre et de sexualité, sont légion, et pas seulement dans les quartiers

populaires. Les propos tenus par nos dirigeants montrent bien le mépris existant dans nos sociétés à l'égard des « minorités sexuelles ». En France, le député Christian Vanneste peut sans être inquiet parler de la « menace pour l'humanité » que constituerait l'homosexualité. En Italie, Berlusconi peut coucher avec des prostituées mineures: « mieux vaut aimer les jolies filles qu'être homo ».

Notre premier combat doit être de lutter contre l'homophobie, et toutes les autres discriminations qui nous divisent, à laquelle nous sommes confrontés dans nos propres milieux. Se solidariser des combats menés ailleurs et les populariser doit aussi nous servir à lutter plus efficacement contre nos propres États qui maintiennent le sexisme et l'homophobie dans leur propre intérêt !

Dans ce numéro

Dossier : Un programme d'urgence anticapitaliste Pages 4-5
Pour une allocation d'autonomie !
Droit à l'éducation !
Chômage ou précarité : l'alternative fatale ?
Interview de Philippe Poutou

Théorie : Pourquoi se présenter aux élections ? Page 6

Éducation Page 7

Syrie : la jeunesse gagnée par le désir de liberté

Universités : sous couvert d'austérité, la privatisation
Lycées : défendons le Bac !
Réforme de l'alternance

Funky : Qui a dit quoi ? Page 8
Rencontres Internationales de Jeunes Page 8

UN PROGRAMME ANTICAPITALISTE

Université Lille 3

L'administration cherche à faire tourner l'université comme une entreprise. Et dans une entreprise, on ne fait pas de politique ! L'organisation du meeting avait donc un double objectif : ne rien lâcher sur la possibilité de faire de la politique à la fac et en faire l'élément central de la campagne que nous menons.

5000 flyers et 400 affiches plus tard, l'objectif est atteint ! Le meeting, avec Gaël Quirante de la direction du NPA, a regroupé près de quatre-vingts personnes, la plus grosse réunion politique depuis 2006.

Il ne faut pas baisser les bras devant les administrations et organiser partout des meetings sur les facs !

Malgré la (bonne) fatigue, le plus gros est devant nous : réunions du comité de soutien à Philippe Poutou, meeting le 16 avril avec Olivier Besancenot... Et qui sait, pourquoi pas une dernière réunion publique juste avant le premier tour !

Paris 13ème

Environ deux cents personnes ont assisté au meeting d'Olivier Besancenot dans le 13ème arrondissement de Paris (quartier très étudiant) le 29 mars. La salle était pleine à craquer, à tel point que les militantEs du NPA ont du rester dehors pour laisser la place aux sympathisants et curieux venus écouter notre programme ! Les discussions sont allées bon train, beaucoup de personnes laissant leur contact pour continuer le débat ou même participer à la campagne !

Pour une allocation d'autonomie !

Face à la pauvreté des jeunes, nous demandons une allocation d'autonomie pour tous les jeunes, de 16 à 25 ans, jusqu'à leur premier emploi et quel que soit leur statut social (étudiants, apprentis, demandeurs d'emploi...).

Alors que 100 000 étudiant-e-s vivent sous le seuil de pauvreté et qu'un sur deux est obligé de travailler pour financer ses études, elle serait le seul moyen qu'ils

puissent faire leurs propres choix d'études, d'activités, de sexualité, quelles que soient leurs origines sociales, sans être obligés de choisir entre boulot étudiant précaire, dépendance familiale ou misère.

Elle fonctionnerait sur le modèle des retraites, d'un salaire socialisé : des cotisations sociales seraient versées dans un fonds contrôlé par des jeunes et des travailleurs directement

élus. Ce sont les jeunes qui se forment aujourd'hui (au lycée, à l'université, en formation professionnelle...) qui créeront les richesses demain. Ils sont donc utiles à la société. Plus on est formé, plus on est productif. C'est pour cela qu'il faut les rémunérer dès maintenant, en faisant payer le patronat qui, demain, profitera de leur travail.

Cette allocation doit être à hauteur du SMIC. D'abord parce que c'est le minimum pour

vivre, ensuite parce que se former, étudier, c'est aussi un travail... Et tout travail mérite salaire, sans dérogation !

Certains disent que cela nous inciterait à ne pas travailler... Mais on peut retourner l'argument : c'est parce que nous n'avons pas le choix, aujourd'hui, que nous acceptons la précarité et les bas salaires. S'il y avait un revenu garanti, les patrons seraient obligés de nous faire des offres décentes.

Autrement dit, c'est l'absence d'allocation d'autonomie qui incite les employeurs à nous surexploiter.

L'allocation d'autonomie, c'est l'inverse de l'assistanat : c'est payer pour quelque chose d'utile, contrairement aux exonérations de cotisations et d'impôts pour les grandes entreprises et les grandes fortunes. Cela tirerait vers le haut les conditions de travail et de rémunération de tous les salariés.

Dans tous les quartiers, dans toutes les régions... Droit à l'Éducation !

80 000 postes en moins, des bac pro dévalorisés, des universités en faillite, des facs et des lycées qui prennent en charge la formation professionnelle à la place des entreprises et leur offrent en pâture une main d'œuvre corvéable... Nicolas Sarkozy nous habitue à la galère dès le plus jeune âge pour qu'elle nous paraisse normale plus tard.

« Les étudiants et les lycéens, il faut les surveiller comme le lait sur le feu » (Nicolas Sarkozy, septembre 2010)

La jeunesse scolarisée a été souvent mobilisée depuis le retour de la droite au pouvoir. Si elle n'a pas toujours gagné, elle a fait peur à la classe dirigeante. En décembre 2009, la loi Darcos a été retirée, certes pour revenir quelques mois plus tard sous la direction de Luc Chatel. Depuis le début de l'année, plusieurs établissements qui s'étaient mobilisés contre des pertes d'heures ou des fermetures de filières ont obtenu gain de cause.

Les gouvernements ont tiré les leçons. Outre la répression quasi-systématique, ont appris à faire passer les attaques au compte-goutte. Le bac pro a été réformé avant les bac généraux et technologiques. Les suppressions d'heures ne sont pas les mêmes d'un lycée à l'autre. La réforme Chatel s'applique année par année. Les universités, en concurrence pour attirer le plus de filières prestigieuses et les meilleurs étudiants, ne pensent pas, pendant ce temps, à résister contre la logique libérale.

Le gouvernement sait une chose que nous oublions parfois : si toute l'Éducation, de la maternelle à l'université, dans toutes les régions, avec toutes les catégories, lycéens, étudiants, personnels enseignants et techniques, se battaient ensemble, au même moment, alors nous pourrions imposer nos revendications.

Des revendications essentielles

Ce sont ces demandes légitimes que le NPA veut porter dans les élections.

Bien sûr, elles ne changeraient pas le monde. Les problèmes de l'Éducation sont ceux de la société. C'est à elle qu'il faut s'en prendre. L'« École de la République » est à son image : inégalitaire, autoritaire, garante de la division entre travail manuel et travail intellectuel, méprisante pour les autres cultures... Un enfant de riches aura les moyens de se payer des cours particuliers là où les autres galéreront. Celui dont la famille est férue de culture française, celle dont les parents ont fait de longues études, seront mieux orientés et aidés que ceux dont les parents n'ont pas de diplôme ou ne parlent pas français.

Mais l'École est aussi un lieu de regroupement, de socialisation. On peut y apprendre l'action collective, y obtenir des victoires pour assurer le minimum : des diplômes de qualité, accessibles à tous et à toutes, garantiront des droits dans le monde du travail.

NOTRE PROGRAMME POUR L'ÉDUCATION :

Le remplacement des 80 000 postes supprimés, l'embauche d'enseignants avec un statut de fonctionnaire et une formation à l'IUFM, jusqu'à ce qu'il y ait un maximum de 25 élèves par classe en techno général, 12 en pro, avec dédoublement pour les cours de langues et les TP

Le maintien et la restauration de diplômes nationaux, reconnus dans les conventions collectives

La fin de l'« autonomie » des universités, des moyens en fonction des besoins et non des « performances »

La nationalisation de tous les établissements privés et leur intégration à l'Éducation nationale, l'interdiction des établissements religieux ; l'intégration de toutes les classes prépa et « grandes écoles » aux universités, la fin de la sélection

D'URGENCE POUR LES JEUNES !

Chômage ou précarité : l'alternative fatale ?

À entendre Sarkozy et Parisot, il serait normal d'en passer par la précarité, l'enchaînement d'emplois peu ou pas payés... Et tant pis si cette période « passagère » dure de plus en plus longtemps.

Quelques formules- type à démonter

- Ils disent qu'ils veulent « baisser le coût du travail ».

Pourtant, le travail n'a pas de « coût » : au contraire, un salarié effectue des tâches et perçoit un revenu qui est inférieur aux richesses qu'il a créées ! C'est comme cela qu'une entreprise fait des bénéfices.

Il faudrait donc dire : « augmenter l'exploitation ».

- Ils disent qu'il faut « diminuer les charges sociales ».

Les « charges », c'est la partie du salaire qui est versée à la Sécurité sociale, pour être répartie entre les personnes privées d'emploi ou dans l'incapacité de travailler (maladies, vieillesse, grossesse...).

Il faudrait donc dire : « Empocher une partie des salaires et vider les caisses de la Sécu. »

- Ils disent que « les entreprises ne peuvent pas embaucher parce que les jeunes ne sont pas assez formés. »

Pourtant, les entreprises raffolent des jeunes... Surtout quand elles n'ont pas à les payer ! Si elles n'avaient pas le choix, elles seraient bien obligées d'embaucher en CDI et de former elles-mêmes les salariés, en les rémunérant normalement. Mais pourquoi se priver quand l'État fait prendre en charge le coût de

la formation par les lycées, les universités, le Pôle emploi, quand il leur offre des exonérations pour prendre des apprentis et des stagiaires sous-payés, quand il leur donne un éventail de contrats précaires (CDD, intérim, CUI, temps partiels imposés...)?

Si on ne prend en compte que les jeunes en recherche d'emploi, et non l'entièreté de la tranche d'âge 16-25 ans comme le fait le gouvernement, le taux de chômage des jeunes n'est pas supérieur à celui de la population active. Mais faire des bilans alarmistes permet de développer les pires dispositifs !

Il faudrait donc dire : « Les patrons sont des assistés. Ils profitent du système pour nous exploiter plus. Ils font du dumping social avec les jeunes ! »

Pour un changement radical de logique

Les politiques proposées vont toujours dans le même sens. Même François Hollande, avec son « Contrat de génération », propose aux entreprises embauchant un jeune et un senior, de recevoir quatre mille euros d'exonération de cotisations par contrat. Autant d'argent qui n'ira pas à la Sécu !

Il faut démonter ces mensonges, refuser ces logiques. Les demi-mesures ne suffisent pas. On ne peut se contenter, comme le propose le Front de gauche, de « fixer des quotas de CDD et d'intérimaires » ! Il faut interdire la précarité. Rien ne la justifie.

Il faut travailler moins pour travailler toutes et tous,

prendre sur les profits pour augmenter et maintenir les salaires quoi qu'il arrive.

Notre programme :

- Répartition du temps de travail en allant immédiatement aux 32 heures avec maintien des salaires

- Augmentation de tous les salaires de 300 euros nets, SMIC à 1700 euros

- Interdiction des licenciements. En cas de faillite d'une entreprise, maintien des salaires jusqu'au reclassement, par un fonds alimenté par les grandes entreprises

- Interdiction de tous les contrats précaires, transformation en CDI et en temps plein si souhaité

- Rémunération des apprentis et stagiaires à hauteur du SMIC ou des conventions collectives

Interview de Philippe Poutou : « Un prolongement aux révoltes de la jeunesse »

L'ÉA : Que réponds-tu à ceux qui demandent à quoi rime ta candidature ?

PP : Le NPA a décidé de présenter un candidat avant tout parce qu'on veut virer Sarko et parce qu'on ne fait aucune confiance à Hollande et à ses alliés. Il est important que ceux qui s'indignent, qui se révoltent contre le système, sa crise et ses conséquences puissent exprimer leurs voix. Et moi, je suis un ouvrier, quelqu'un qui trime, qui a lutté contre les licenciements... Pas un politicien qui dit « je suis proche de vous » mais qui ne connaît rien à nos conditions de vie.

L'ÉA : On rencontre beaucoup de gens qui sont d'accord avec toi, mais vont quand même voter PS...

PP : Nos ennemis c'est l'UMP et le FN. Mais on ne pense pas que le PS s'oppose frontalement à leur politique. « Donner du sens à la rigueur », refuser la retraite à 60 ans à taux plein ou dire que l'autonomie des universités est une bonne chose, ce n'est pas se situer dans la suite des mobilisations qu'il y a eu contre Sarkozy... Le « vote utile » au premier tour, c'est le vote pour ses propres idées, pour un programme de luttes qui s'oppose frontalement à la politique du MEDEF.

L'ÉA : Même si on détaille des mesures dans ce journal, peux-tu indiquer quelques aspects du programme ?

PP : On parle d'un programme d'urgence, d'un bouclier social, avec l'interdiction des licenciements, l'augmentation de tous les salaires de 300 euros net, le SMIC à 1700 euros maintenant ! Il faut annuler la dette et ses intérêts, arrêter les cadeaux fiscaux et augmenter les impôts sur les riches et les grandes entreprises. On veut saisir les banques et les unifier sous contrôle de la population et des travailleurs. On veut sortir du nucléaire en moins de dix ans, en développant des énergies renouvelables, en créant un service 100% public de l'énergie.

L'ÉA : C'est réaliste tout ça ?

PP : Ce qui est irréaliste, c'est de laisser faire les choses. Dans les manif, on entend : « de l'argent, il y en a dans les caisses du patronat ». Et c'est vrai ! Bernard Arnault (patron de LVMH, ndr) possède 21,24 milliards d'euros, Gérard Mulliez (Auchan) 21 milliards, Bettencourt (L'Oréal) 17,5 milliards... Il y a cinquante-et-un milliardaires en France, onze de plus qu'en 2008. On veut reprendre les cadeaux faits aux riches ces trente dernières années. C'est ça qui a creusé la dette de l'État, pas les dépenses sociales.

Si on arrêta de payer ne serait-ce que ses intérêts, on économiserait 50 milliards par an.

L'ÉA : Tu penses que voter pour toi c'est suffisant pour mettre en place ce programme ?

PP : Non, c'est aussi une de nos différences avec le Front de gauche. En 1936, aucune des mesure du Front populaire (congrés payés, etc.) n'étaient au programme d'aucun parti. Ce qui a forcé le gouvernement à mettre en place ces réformes, c'est la grève de millions de travailleurs, le blocage des entreprises et les manifestations monstre !

Pour mettre en place notre programme, il faudra des luttes énormes, de l'ensemble des jeunes et des travailleurs, quelque chose de plus fort que ce qu'on a fait sur les retraites.

Si Hollande est élu, il y aura besoin d'une riposte unitaire contre l'austérité « de gauche », en totale indépendance du gouvernement. C'est la proposition qu'on fait à tout le monde. Voter pour le NPA, c'est dire qu'on est d'accord avec ce programme. C'est donner un prolongement aux révoltes de la jeunesse et des salariés. C'est dire que l'on est contre le système capitaliste et qu'on veut changer de monde !

Grenoble

Le petit comité jeune de Grenoble, créé cette année seulement, a réussi son pari avec la venue de Philippe Poutou à la fac. L'amphi était plein (plus de deux cents personnes) et l'échange entre notre candidat et les étudiants a été très riche. Une belle réussite !

Rouen

La préparation de la réunion publique de campagne à la fac de Rouen, avec la porte-parole du NPA, Christine Poupin, a été d'autant plus enthousiasmante qu'elle a associé de jeunes militantEs et sympathisants. Même les agressions et menaces d'un groupuscule de fascistes « identitaires » n'ont pas gâché le plaisir. Face au succès de la réunion, ils n'ont pas jugé raisonnable de venir l'attaquer !

La discussion a permis d'aborder tant les problèmes de l'université que la précarité, la répartition du travail, la rupture avec l'économie de profits... Et de convaincre plusieurs étudiants de participer à la campagne !

Saint-Denis

Paris 8, a été récemment le lieu d'une forte agitation politique quand, sous la pression du CRIF, la présidence de la fac a décidé d'annuler un colloque sur « Israël, un État apartheid? » initié par le collectif Palestine dans lequel nous intervenons. C'est dans ce contexte d'intérêt politique que le comité NPA à invité Alain Krivine, le 14 mars, qui est intervenu devant plus de 150 personnes, une première pour nous à Paris 8. Le débat a tourné autour de notre position sur le Front de Gauche, de notre programme concernant les femmes ou encore les jeunes. Un meeting réussi qui atteste de l'intérêt.

Pourquoi se présenter aux élections ?

Le NPA rejette les institutions du système capitaliste y compris le système électoral tel qu'il existe aujourd'hui. Ce ne sont pas les élections qui changent fondamentalement les choses pour la majorité de la population.

Une République pas si démocratique...

Le système parlementaire républicain avec le principe de l'élection de représentants est un progrès par rapport au système de la monarchie ou de la dictature. Mais les élus ne sont pas représentatifs de la société réelle. Ils sont plus vieux, les hommes sont en surnombre et ils sont quasi exclusivement blancs.

Cette démocratie se limite à mettre un bulletin dans l'urne tous les cinq ans et à donner un chèque en blanc aux élus. S'ils appliquent une politique qui n'a rien à voir avec leurs promesses, on ne peut pas les changer. Il n'y a aucun contrôle de la population sur les élus. En Grèce, le gouvernement actuel n'a été élu par personne et il est en train de mettre en place l'une des cures d'austérité les plus violentes qui soit. Quand la situation l'exige, les capitalistes sont capables de se passer des règles « démocratiques » pour mettre en place des gouvernements composés de banquiers, comme en Grèce ou en Italie.

Ce qui détermine la politique qui est menée, ce n'est pas la couleur politique de tel ou tel gouvernement, ni les individus qui le composent, mais le rapport de forces entre les classes, ainsi que l'état du capitalisme. Quand le système est au bord de la faillite, les attaques sont encore plus violentes pour les jeunes et les travailleurs, car cela correspond aux nécessités des classes dominantes.

Le vrai pouvoir n'est pas à l'Assemblée nationale ou à l'Élysée, mais entre les mains du grand patronat. C'est lui qui décide de tout ce qui est fondamental : qu'est-ce qui est produit, quand, où, par qui, à quel prix. Cette démocratie parlementaire lui est bien utile, du moment qu'elle s'arrête à la porte des entreprises !

Il y a une raison simple à cela : les institutions ne sont pas faites pour répondre à nos besoins mais à ceux du patronat.

L'État et ses institutions ne sont pas neutres

Quand on veut augmenter les salaires, on nous dit : « les caisses sont vides ». Pour renflouer les banques en période de crise, là il y a des milliards d'euro de plan de relance. L'État est le garant des profits des patrons en cas de problème.

Et pour s'assurer un contrôle sur la politique que mène le gouvernement, les patrons ne s'embarrassent pas d'artifice. Cela se fait par le moyen le plus sûr : la dette de l'État. Elle est issue des emprunts qu'il contracte auprès des banques et qu'il doit ensuite rembourser. Par ce biais, le grand patronat et les banques à son service ont un contrôle direct sur les investissements de l'État. C'est même devenu l'excuse à la mode pour imposer les plans d'austérité !

L'État a donc une nature et une fonction de classe. Sous le capitalisme, cette classe c'est le grand patronat. En période de crise, où tout peut basculer, l'action des gouvernements divers devient de plus en plus ouvertement la défense de l'ordre établi, de l'ordre économique. C'est la défense des profits d'une minorité de la population par l'exploitation du travail de la majorité. Engels disait : « L'État se résume à un groupe d'hommes en armes ». Cette définition est toujours d'actualité, même s'il a évolué et s'est perfectionné au fil des années, notamment dans ses formes de contrôles, de répression et de soumission idéologique. Son rôle n'est pas seulement de réprimer tout ce qui bouge. Une telle société n'est guère imaginable. Pour maintenir l'ordre, l'idéologie dominante est d'un grand secours aux capitalistes, et en particulier les illusions dans les institutions. Comme le chante le groupe de rap La Rumeur : « La meilleure des polices ne porte pas l'uniforme (...). La meilleure des polices c'est ton taf, ta télé, tes crédits (...). C'est tes retenues sur salaire et le découvert avant la fin de la semaine (...). La meilleure des polices c'est quand les pauvres savent rester à leur place sans besoin de les matraquer. ». On

pourrait presque ajouter : quand les pauvres savent rester à leur place et voter sagement tout les cinq ans... !

Mais alors à quoi servent les élections ?

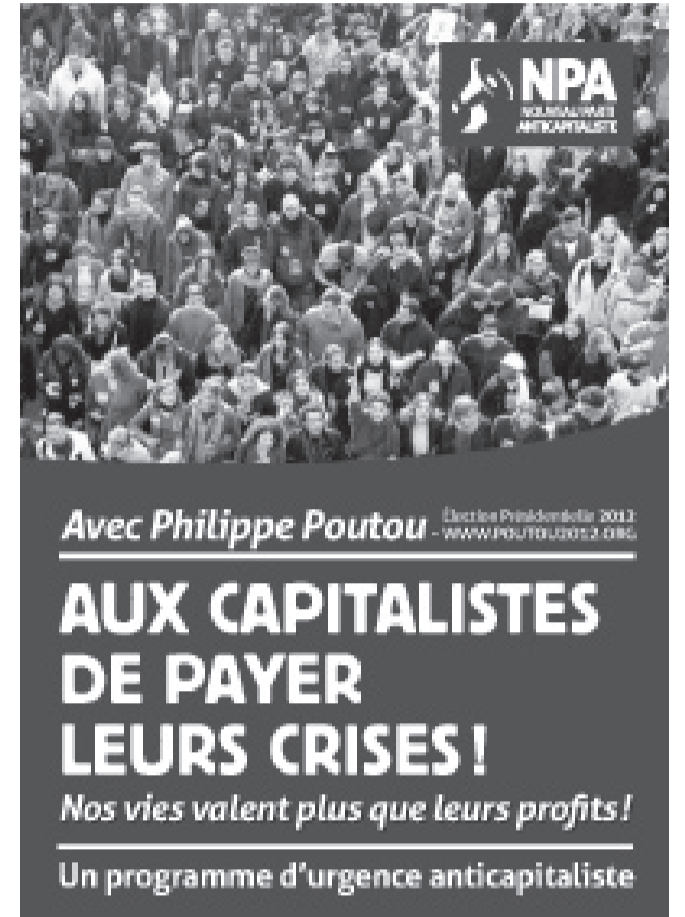
Si, pour les dominants, les élections servent surtout à donner l'illusion que c'est la population qui décide, pour nous elles sont aussi l'occasion de populariser largement nos idées. Pendant les élections, beaucoup plus de monde s'intéresse à la politique. Alors pas question de rester dans notre coin pendant six mois ! La campagne électorale nous permet de porter notre programme et de nous adresser à tout le monde pour proposer une perspective fondamentalement différente : un programme d'urgence anticapitaliste pour faire payer la crise aux capitalistes. Face au déferlement d'idées antisociales et réactionnaires qu'on entend dans cette campagne, il est même utile qu'il existe une voix pour dénoncer l'austérité, combattre le racisme, dire qu'il faut en finir avec le capitalisme par nos luttes. Le but du vote Poutou n'est pas de dire : « Ayez confiance, votez pour ma personne », mais : « Prenons confiance en nous-même, relevons la tête et reprenons le pouvoir par la lutte collective » !

Proposer une perspective révolutionnaire : un gouvernement par et pour les travailleurs

Notre programme n'est pas une série de promesses électorales. Ce sont des revendications pour l'action. Elles s'imposeront par une mobilisation d'ensemble des jeunes et des travailleurs.

Mais les élections ont le mérite de poser une question importante : qui doit diriger la société ? Notre réponse est que ce sont les jeunes et les travailleurs qui doivent prendre le pouvoir. Les politiciens les mieux intentionnés finissent par être bloqués (quand ce n'est pas corrompus) par l'exercice du pouvoir. C'est la structure même du pouvoir qui est en cause, pas les qualités personnelles des élus. Ceux qui possèdent les richesses, les banques, les entreprises ou encore les médias pourront toujours empêcher telle ou telle réforme, voire s'organiser pour virer un gouvernement qui va trop loin contre leurs intérêts. La seule contrepression, c'est la lutte, la réquisition des richesses et des moyens de production par les travailleurs et les travailleuses. Et cela ne peut pas se décréter par en haut.

Louise Michel, une combattante de la Commune de Paris en 1871, disait : « Le pouvoir donnerait le vertige tant qu'il ne serait pas partagé par



tous. » Le fonctionnement de la Commune de Paris a d'ailleurs été l'une des formes de pouvoir les plus démocratiques ayant existé. Le pouvoir était exercé par des députés contrôlés par la base, révocables à tout instant s'ils ne respectaient pas leur mandat.

Un tel gouvernement des travailleurs serait donc le produit de l'auto-activité, de l'auto-organisation des opprimés, du plus petit échelon de la société jusqu'au sommet de l'Etat. Ce nouveau pouvoir serait réellement démocratique et remplacerait les vieilles institutions corrompues. Il ne pourrait qu'être issu de la lutte collective. C'est dans les manifestations, les grèves générales que se forme souvent la conscience de notre force collective, de notre capacité à non seulement bloquer la machine économique pour obtenir satisfaction sur nos revendications mais à aussi aller plus loin : à nous passer des politiciens et des patrons, et à diriger la société tout entière.

Caroline (Comité jeunes 92 nord) et

Damien (Comité jeunes Lille)



Syrie : une jeunesse gagnée par le désir de liberté

Depuis le déclenchement de l'insurrection en Syrie, les étudiants et la jeunesse dans sa diversité sont les acteurs essentiels du mouvement. Gagnés à l'espoir suscité par les révolutions tunisienne et égyptienne, les jeunes ont été les premiers à oser défier le régime de terreur en occupant les rues et les universités en mars 2011. Quelques jours après ce furent des enfants qui subirent la violence du régime pour avoir inscrit des messages politiques sur un mur. Cet événement a mis le feu à la poudrière ; la révolution s'est embrasée et les jeunes n'ont cessé de s'investir dans ce mouvement constamment réprimé.

La lutte estudiantine réprimée par le gouvernement

Le pouvoir en place a déployé tous les moyens dont il disposait pour mater le mouvement

révolutionnaire. Le ministère de l'Enseignement supérieur, soutenu par le régime, a sanctionné les élèves dont la participation aux manifestations populaires était avérée et empêché les étudiants originaires des régions concernées de se présenter aux examens annuels, leur interdisant ainsi d'obtenir leur année universitaire sous prétexte d'insécurité. L'accès aux formalités administratives essentielles aux étudiants a été délibérément ralenti.

L'« Union Nationale des Étudiants de Syrie », organisation baathiste inféodée au pouvoir et prétendument socialiste à ses origines, opère un contrôle des mouvements des étudiants et interdit toute manifestation dans l'enceinte universitaire.

A la lecture de l'histoire du XX^{ème} siècle,

le rôle capital des étudiants dans les processus révolutionnaires est indéniable. Il se traduit en Syrie



par la mobilisation de l'intégralité de la jeunesse, une grève générale qui dure depuis le 11 décembre 2011, des manifestations quotidiennes et des actions de désobéissance civile. Face à la censure et à la répression sanglante, des millions de Syriens continuent d'occuper la rue pour réclamer liberté, égalité et justice sociale ; ils sont toujours plus déterminés à en finir avec le régime d'Assad.

Prenons exemple sur ce modèle de courage, et soutenons la lutte anti-impérialiste !

Océane (Comité jeunes Paris 8)

Universités : Sous couvert d'austérité, la privatisation rampante

Ces dernières années, la situation des universités n'a fait qu'empirer. Les budgets des facs connaissent des déficits importants, en baisse de 23 millions d'euros pour 2012. Le passage à l'autonomie n'est visiblement pas un long fleuve tranquille pour tous les établissements.

Les cadrans dans le rouge...

Tandis que des milliards avaient été promis, les universités font aujourd'hui face à une situation financière très dure. Près de la moitié avaient déjà des difficultés à boucler leur budget, et aujourd'hui la majorité sont dans le rouge. Certaines ont

même du être mises sous tutelle du rectorat en fin d'année 2011. Sous couvert d'autonomie, c'est en fait la dépendance aux fonds d'entreprises et à quelques financements d'excellence que propose le gouvernement.

Cette situation n'arrive pas par hasard. C'est le reflet de la volonté à court terme de la bourgeoisie de faire des économies dans l'éducation ; à moyen terme d'adapter l'université aux besoins des entreprises. Tout cela entre dans une logique globale de privatisation de l'enseignement supérieur.

Pourtant, il y a des résistances. A Caen, les

moniteurs étudiants se sont battus pour le versement de leurs salaires, et ont gagné. Des rassemblements ont été organisés dans plusieurs villes, dont Le Mans. À Reims également les étudiants se mobilisent, là où le manque de financement se traduit par des fusions de filières.

Amener la riposte

Plus largement et dans le cadre de la campagne présidentielle, les revendications immédiates et nécessaires sont à la fois l'abrogation des réformes libérales de l'Education telles la LRU et la mastérisation des concours d'enseignement...

Mais aussi l'obtention d'un budget à la hauteur des besoins, une formation de qualité pour toute-s. Cela signifie revenir sur toutes les mesures visant à « professionnaliser » l'enseignement et par le contrôle démocratique des jeunes et des travailleurs sur les conditions d'études et le contenu de la formation.

Cette situation intenable sur les facs ne peut plus durer. C'est pourquoi nous devons nous fixer comme objectif de mener bataille dès la rentrée prochaine sur nos campus, en lançant des mobilisations contre l'austérité.

Adèle (Comité Jeunes Le Mans)

Lycées : Défendons le Bac !

Un rapport remis le 12 mars au ministre de l'Éducation remet en selle l'idée d'une réforme du bac : il serait plus difficile à avoir... Et aurait moins de valeur !

Notes éliminatoires et contrôle continu

Le rapport préconise l'instauration de notes éliminatoires... « Une idée envisagée sérieusement par Nicolas Sarkozy s'il était réélu », affirme *Le Figaro*. Il supprimerait même les options qui apportent uniquement des points. Une manière de fermer les enseignements artistiques.

Une autre piste est la mise en place du contrôle continu : on serait noté sur sa moyenne de l'année et non plus sur des examens nationaux. Dans un lycée réputé, où les profs notent sévèrement, il sera plus difficile de l'avoir. Dans un lycée où ils sont plus cléments, notre diplôme sera considéré comme ayant moins de valeur...

Bref... C'est la fin de l'égalité.

Cette réforme est en place dans plusieurs filières de bac pro depuis l'année dernière. Cela va dans le sens de la dévalorisation du bac pro, qui était déjà passé de quatre à trois ans en 2008.

Assez de baratin !

Le gouvernement argumente que le bac n'a plus de valeur. C'est une vieille rengaine que de dire que « le niveau baisse », que le bac est « donné ». En fait, le niveau d'études et de connaissances augmente par rapport aux générations de nos parents ou de nos grands parents : à cette époque, la majorité des jeunes s'arrêtaient après l'école primaire ou le collège et avait donc moins de connaissances. Aujourd'hui, pour s'en sortir, il faut non seulement avoir le bac, mais même faire des études supérieures.

Pour ce qui est du contrôle continu, Chatel dit que cela éviterait les nombreux cafouillages qui ont eu lieu ces dernières années (fuites de sujets, manques de correcteurs...).

Ces problèmes seraient pourtant évités s'il y avait assez de monde pour gérer dans l'Éducation, si 80 000 postes n'avaient pas été supprimés depuis cinq ans ! Il faut imposer l'arrêt des suppressions de postes, le rétablissement de tous ceux qui ont été supprimés depuis cinq ans. Il faut lancer un plan d'embauches, jusqu'à ce qu'il y ait au maximum 25 élèves par classe en lycées généraux, douze en lycée pro, avec dédoublements pour les cours de langues et les TP.

Réforme de l'alternance : En avant pour l'exploitation !

La loi Cherpion, votée en août 2011, instaurait un quota obligatoire de 5% d'alternants dans les entreprises de plus de 250 salariés.

Le décret réformant l'alternance paru le 17 février s'inscrit dans la continuité de cette loi. Il prévoit la création de « dispositifs d'alternance personnalisés », destinés aux collégiens qui « éprouvent des difficultés » ou « manifestent des besoins éducatifs particuliers ». Sous prétexte de remotiver les élèves en échec scolaire, on remet une fois de plus en cause les conditions d'étude des jeunes.

Les élèves de collège auraient à suivre un dispositif d'initiation aux métiers de l'alternance (Dima), prévoyant la possibilité d'entrer en apprentissage. Ce dispositif concernerait les élèves de 14 ans et plus, on assisterait donc à un tri dès la fin de la 5ème.

En développant l'alternance, le gouvernement souhaite avant tout remplacer des CDI par des contrats précaires et sous-payés. Il ne s'agit pas de réduire le chômage des jeunes comme on voudrait nous le faire croire. Un patron peut aujourd'hui proposer deux contrats de

professionnalisation d'affilée à un même jeune, cela prouve bien qu'il s'agit de postes pérennes dont on veut simplement réduire le coût.

Le décret du 17 février supprime les contrôles préalables à la signature des contrats par l'administration. Il s'agit d'un nouveau cadeau au patronat, qui pourra embaucher plus de salariés à moindre frais, les apprentis étant rémunérés entre 25 et 71% du SMIC. Il s'agit aussi d'une économie sur l'éducation des jeunes, envoyer un collégien en apprentissage coûte moins cher que de lui fournir une éducation de qualité. Une

fois de plus, ce sont les élèves issus des milieux les plus populaires qui feront les frais de ce dispositif.

En 1959, l'âge limite pour l'instruction obligatoire avait été porté de 14 à 16 ans. Avec ce décret, Sarkozy tente de revenir 50 ans en arrière !

Le NPA revendique une éducation de qualité pour tous les jeunes, la transformation des contrats d'apprentissage et de professionnalisation en CDI, et l'interdiction de payer les salariés en dessous du SMIC !

QUI A DIT QUOI ?

Avant d'aller voter, si tu en as le droit, tu as suivi les débats politiques. Alors sauras-tu retrouver qui a dit quoi ?

1. « La Corrèze, c'est la Grèce de la France. »

- a. Jacques Chirac
- b. François Hollande
- c. Nadine Morano
- d. Nicolas Sarkozy

2. « Il ne peut y avoir d'issue en Grèce qu'avec un pouvoir militaire »

- a. Jean-Marie Le Pen
- b. Michel Rocard
- c. Claude Guéant
- d. Philippe de Villiers

3. « Depuis trente ans, j'aurais pu me faire élire tous les cinq ans avec la méthode de François Fillon. »

- a. Rachida Dati
- b. Jean-Louis Borloo
- c. Dominique de Villepin
- d. Nicolas Dupont-Aignan

4. « Si Nicolas Sarkozy est le candidat des classes populaires, moi je suis le candidat du CAC 40 »

- a. François Hollande
- b. Jacques Cheminade
- c. François Bayrou
- d. Philippe Poutou

5. « La nuit, il n'y a pas de soleil. »

- a. Nicolas Sarkozy
- b. Jacques Cheminade
- c. Nadine Morano
- d. François Hollande

6. « Si un A380 se crashait sur une centrale nucléaire française, la centrale ne bougerait pas grâce à sa double coque. »

- a. Nadine Morano
- b. Eva Joly
- c. François Hollande
- d. Luc Oursel (PDG d'Areva)

7. « Les Français, à force d'immigration incontrôlée, ont parfois le sentiment

de ne plus être chez eux. »

- a. Nicolas Dupont-Aignan
- b. Marine Le Pen
- c. Claude Guéant
- d. Brice Hortefeux

8. « Si jamais quand vous tombez malade ça n'a aucun impact sur votre indemnité ou votre salaire, c'est pas très responsabilisant. »

- a. Martine Aubry
- b. Laurent Wauquiez
- c. Marine Le Pen
- d. Philippe Douste-Blazy

9. « Dans cinq ans, dix ans ou vingt ans Fukushima c'est un problème qui sera réglé. »

- a. Nicolas Sarkozy
- b. François Hollande
- c. Claude Allègre
- d. Jean-Pierre Chevènement

10. « On peut imaginer sans peine, dans le cas où les Flamands se sépareraient, que les

Wallons veuillent leur rattachement à la République française. Nombre de Français - comme moi - s'en enthousiasme. »

- a. Marine Le Pen
- b. Nicolas Dupont-Aignan
- c. Nicolas Sarkozy
- d. Jean-Luc Mélenchon

11. « Les syndicats vont sans doute gueuler, mais de toute façon, ils étaient contre la réforme des retraites. Alors, qu'ils gueulent ! »

- a. François Hollande
- b. François Bayrou
- c. Nicolas Sarkozy
- d. Jacques Cheminade

12. « Chaque jour qui passe dans la tragédie grecque de Papandréou est un pas de plus dans le chemin de croix de François Hollande »

- a. Jean-Luc Mélenchon
- b. Benjamin Lançar

c. Ségolène Royal
d. Laurent Fabius

13. « Nicolas Sarkozy a le verbe dur, mais la main molle. »

- a. Marine Le Pen
- b. Dominique de Villepin
- c. Nicolas Dupont-Aignan
- d. François Hollande

14. « C'était la guerre froide et Mitterrand a nommé des communistes au gouvernement. Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France... »

- a. Nicolas Sarkozy
- b. François Bayrou
- c. François Hollande
- d. Marine Le Pen

15. « Mélenchon, ce qui est terrible, c'est qu'il a été socialiste toute sa vie et que toute sa vie ça va le suivre. »

- a. Nicolas Sarkozy
- b. François Hollande
- c. Marine Le Pen
- d. François Bayrou



L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Avril 2012

www.npa2009.org

http://npa.jeunes.free.fr

contact-jeunes@npa2009.org

Entre 0 et 5 bonnes réponses : tu n'as pas trop suivi la campagne. Sûrement parce que tu sais déjà que de toutes façons, tu vas voter Poutou !

Entre 5 et 10 bonnes réponses : tu n'as suivi que distraitemment la campagne, sans t'embarrasser des détails. En gros, tu sais que tu ne veux plus de Sarkozy, que tu as la haine contre Le Pen et que tu ne fais pas confiance à Hollande et à ses alliés. Bref. Tu vas voter Poutou.

Entre 10 et 15 bonnes réponses : bravo, tu as vraiment bien écouté et lu les petites phrases. Tu es incollable sur cette campagne et sur la vie politique en général. Ça ne fait aucun doute, avec ton esprit avisé, tu vas voter Poutou !

Réponses : 1.c ; 2.b ; 3.c ; 4.d ; 5.a ; 6.a ; 7.c ; 8.b ; 9.d ; 10.d ; 11.c ; 12.b ; 13.a ; 14.c ; 15.b

LES RIJ, C'EST QUOI ?

Les Rencontres internationales de jeunes sont organisées chaque été dans un pays différent. Cette année ce sera à Besalu, dans l'État espagnol, du 28 juillet au 5 août. C'est une semaine de camping avec des jeunes révolutionnaires du monde entier pour parler de politique, se former, échanger, mais aussi faire la fête. Le camp propose un programme de débats, d'ateliers, de meetings, mais aussi la possibilité, le soir, de se retrouver autour d'un verre ou d'un repas pour discuter avec des jeunes venus des quatre coins du monde.

Les RIJ, c'est aussi l'occasion de tester l'autogestion, avec une prise en charge collective du camp, où

chacun (hommes et femmes) assure le service d'ordre ou le bar. Une monnaie commune est aussi mise en place pour combler les inégalités entre les pays. Les RIJ, c'est aussi la possibilité de déconstruire les codes d'oppression de la société capitaliste avec des journées consacrées au féminisme et aux luttes LGBT.

Avec la crise du capitalisme qui s'intensifie, l'austérité se répand comme une traînée de poudre partout dans le monde. Mais on voit aussi naître des résistances en Grèce, au Chili, dans les pays arabes... À travers le monde entier, les capitalistes veulent nous faire payer la crise. Pourtant, avec l'élection présidentielle, les candidats

n'ont que le protectionnisme à la bouche, à l'échelle de la France ou de l'Europe. Or, les RIJ c'est le moment de mettre la solidarité internationale en pratique, de voir que les attaques qui sont portées contre notre camp social ne se font pas qu'à l'échelle d'un pays, que l'austérité n'a pas de frontière. Et si la crise est mondiale, notre riposte doit l'être aussi. L'intérêt des RIJ c'est justement de pouvoir discuter, échanger nos expériences et élaborer une base commune.

Alors si toi aussi tu penses que ce ne seront pas les élections à venir qui changeront quoi que ce soit à la situation des jeunes et des travailleurs, si t'en as marre qu'on te dise que

c'est comme ça et qu'on ne peut rien y faire, si tu veux discuter de toutes les luttes qui ont lieu en ce moment, de comment préparer la révolution, et dégager le capitalisme, tu peux participer aux RIJ.

Pour ça, il suffit d'aller voir les militants NPA autour de toi ou de nous contacter à contact-jeunes@npa2009.org N'hésite pas à demander des informations.

Rendez-vous dans l'État espagnol cet été !

Vio (Comité jeunes de Lille)

CONTACTE NOUS ET PARTICIPE AUX

[29^e RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES DU 28 JUILLET au 4 août 2012 dans L'ÉTAT ESPAGNOL]

Une semaine de DÉBATS ET DE FÊTES ENTRE JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES DU MONDE ENTIER



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
STATUT : Code postal e-mail

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
npa.jeunes.free.fr // 01 48 70 42 30

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (CHÈQUE à L'ORDRE DE ALEA)
- Je VEUX DES INFORMATIONS SUR LES RENCONTRES INTERNATIONALES DE JEUNES (DU 28 JUILLET au 4 août dans L'ÉTAT ESPAGNOL)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA